

Chronique n°13 – Comment la finance peut-elle devenir écolo ?

L'action volontaire du secteur bancaire et financier ne suffira pas pour verdir la finance, banques centrales et régulateurs doivent fixer le cap.

La transition écologique impose une transformation profonde non seulement de nos modes de production et de consommation, mais aussi de la finance. Banques, assurances, fonds d'investissement, fonds de pension, et autres acteurs financiers doivent réorienter leurs financements et leurs placements vers des secteurs ou des actifs compatibles avec les objectifs climatiques et se détourner de ceux qui nous en éloignent. Y parviendront-ils ?

Ne négligeons pas l'action volontaire du secteur. Mais ne la surestimons pas non plus ! Les banques françaises ont, par exemple, toutes promis de ne plus financer le secteur du charbon thermique. Les assurances aussi. Dans les deux secteurs, la plupart des établissements se sont engagés à aligner leurs portefeuilles avec une trajectoire de réchauffement climatique ne dépassant pas 2°C. Ces engagements sont communiqués au superviseur, mais pour le moment rien n'est prévu pour les faire respecter. Les ONG doutent qu'ils le seront et dénoncent la dangereuse addiction des banques aux investissements dans le secteur des énergies fossiles, qui les place plutôt sur une trajectoire +4°.

Côté marchés financiers, le prix de titres, qui est la principale information utilisée par les investisseurs, ne réagit pas aux émissions de gaz à effets de serre des entreprises émettrices ou aux dégradations environnementales qu'elles commettent. Des petites agences de notation évaluent certes le risque social et environnemental des entreprises cotées en bourse, mais les notes les plus suivies, celles des 3 plus grandes agences de notation, restent focalisées sur le risque financier. Et donc, pour le moment, se financer ne coûte pas plus cher aux entreprises les plus carbonées !

Il y a bien des labels verts qui fleurissent, supposés permettre aux investisseurs de repérer des produits financiers 'verts', mais difficile d'y voir des indicateurs fiables tant ils sont hétérogènes. Quant aux obligations vertes, censées financer des projets verts, leur prix et leur rendement ne sont pas différents de ceux des obligations classiques. De quoi suspecter un verdissement de surface, ce qu'on appelle du *green washing*. C'est peut-être cela qui retient les épargnants de placer leur argent dans des fonds d'investissement socialement responsables, plus enclins à communiquer sur leur performance que sur leur engagement environnemental.

Aux régulateurs et aux banques centrales de fixer le cap pour que la finance verdisse ! Cela implique que la réglementation bancaire prenne en compte le risque climatique, pas seulement en exigeant plus d'informations et de transparence, mais en fixant des règles, qui obligeront les banques à augmenter la part du vert et à diminuer celle du brun dans leur bilan. Sans de telles règles, on ne pourra guère attendre des autorités de supervision, dont le job est précisément de faire appliquer la réglementation, qu'elles fassent grand-chose pour le climat. Les banques centrales, quant à elles, parlent de plus en plus de la transition écologique, mais tardent à joindre les actes à la parole. Dommage car elles pourraient être un puissant levier du verdissement de la finance : en conditionnant les prêts qu'elles font aux banques à la part d'investissements verts de ces dernières, elles accéléreraient le verdissement des bilans bancaires ; en n'acceptant en garantie et en ne rachetant que des titres émis par des entreprises bas carbone ou en passe de le devenir, elles accéléreraient le verdissement des marchés financiers. Cela exige bien sûr de s'entendre sur ce qui est vert et ce qui ne l'est pas, mais peut se faire sans rien changer au mandat des banques centrales. Bien loin pourtant des petites touches de vert qu'elles envisagent : elles préfèrent verdir leurs indicateurs pour mieux voir venir le désastre, plutôt que leurs instruments pour tenter de le prévenir.

Références

Jézabel Couppey-Soubeyran, « Les banques centrales s'engagent à passer au vert ... clair », *L'économie mondiale 2022*, Ed. La Découverte, Septembre 2021.

Jézabel Couppey-Soubeyran et Thomas Renault, *Monnaie, banques, finance*, Puf, 4^{ème} édition, Novembre 2021.

Jézabel Couppey-Soubeyran, *L'économie en BD*, Ed. Casterman, août 2020.